La Lettre des élus communistes et apparentés

n°10 - juin 2009

24 ans

Il est devenu maire de Vénissieux, après le décès de Marcel Houël, le 26 octobre 1985. Il a passé le relais à Michèle Picard, le 27 juin 2009. Un quart de siècle aux commandes de la Ville, 25 ans au cours desquels Vénissieux s'est littéralement métamorphosée : métro, TOP, tramway, médiathèque Lucie-Aubrac, rénovation urbaine tous azimuts, défense des services publics, aides aux populations en difficulté...
Merci André, bienvenue Michèle !

Conseils municipaux de la ville de Vénissieux des 16 et 27 juin 2009

Suppléante d'André Gerin sur la 14ème circonscription du Rhône depuis 2002, élue communiste, précédemment chargée des affaires sociales, de la lutte contre la grande pauvreté, du droit des femmes et du 3ème âge dans l'équipe municipale, Michèle Picard aura le soutien du groupe communiste qui a à cœur de poursuivre les engagements pris avec André Gerin, devant les vénissians en mars 2008. La désignation de Michèle Picard prend une signification pleine de sens. Alors que la population supporte des conditions de vie de plus en plus difficiles, le gouvernement Sarkozy-Fillon aggrave cette situation avec la casse des acquis sociaux, des solidarités nationales. Michèle Picard est le point d'appui des vénissians, dans les luttes, au cœur de l'agglomération lyonnaise, ancrée au milieu de nos familles populaires. Autour de Michèle Picard, les élus communistes de Vénissieux et la majorité municipale de gauche, avec les forces sociales, politiques et progressistes, nous pouvons continuer la bataille, poursuivre le bond en avant de Vénissieux et imaginer une autre vie et une autre ville pour nos enfants qui seront les citoyens responsables de demain.

Henri Thivillier
Président du groupe des élus communistes et apparentés

//Événement

ANDRÉ GERIN-MICHÈLE PICARD LE TRAIT D'UNION

© photo josette vial

En revêtant l'écharpe tricolore, je n'ai qu'une idée en tête : rendre service aux Vénissians, à tous les Vénissians. A l'image de mon prédécesseur, je ne serai pas le maire d'une partie de la ville, d'un quartier, mais le maire de tous les habitants de Vénissieux. Mon mandat se fera par et pour Vénissieux. Mon combat, c'est le vôtre, c'est le nôtre, c'est celui des acteurs économiques, et des gens qui travaillent à Vénissieux.Ce 27 juin fut donc pour moi un jour d'unité et de transmission, le jour d'un pacte aussi, scellé avec l'ensemble des habitants. Ceux qui en mars 2008 ont élu massivement, dès le premier tour, la liste d'union de la gauche menée par André Gerin peuvent ainsi être rassurés : le contrat communal 2008-2014 sera mené à son terme, rempli dans son intégralité. Il ne bougera pas d'un centimètre par rapport aux objectifs fixés. Le cap fixé sera donc le cap tenu : construction de logements diversifiés, lutte contre la grande pauvreté, amélioration du cadre de vie, du vivre-ensemble dans la tranquillité et la tolérance, renforcement du lien citoyen. Pari de l'enfance, de la jeunesse, de la diversité sociale, de l'autonomie et de la solidarité à l'égard de nos aînés, de la défense des droits des femmes et des immigrés, de l'enrichissement des équipements publics communaux, du maintien de l'activité industrielle dans le sud-est lyonnais. Pour dessiner, imaginer ensemble les contours d'une ville où il fait et fera toujours bon vivre.»

Michèle Picard, maire de Vénissieux

- Venez assister au prochain Conseil municipal -

le 21 septembre à 18h30,
salle Jacques Duclos (3ème étage de l'Hôtel de Ville)

L'INTERVENTION D'ANDRÉ GERIN

16 JUIN 2009

ANDRÉ GERIN : «POUR QUE LA RÉPUBLIQUE VIVE ET REVIVE DANS LA CITÉ !»

Lors de son dernier conseil municipal en tant que maire, le 16 juin 2009, après 24 ans de mandat, André Gerin a tenu un discours solennel sur les grands enjeux politiques et de société qui nous attendent.

• VIVRE DANS LES CITÉS : L'ENJEU D'UNE SOCIÉTÉ

« Alors que nous souffrons de la vulgarité, de la méfiance, de l'individualisme, la question centrale est d'apprendre à vivre dans la cité. C'est pourquoi la formation au respect de soi et des autres est la base de la vie en commun. Le premier cercle, la famille, où l'apprentissage de la vie en commun et de la solidarité est fondé sur la tendresse, l'affection, la paix. »

« Combattre la drogue, l'économie souterraine, les trafiquants et les mafias fait partie de la salubrité publique. L'usage des stupéfiants est lié au vide d'une société sans finalité humaine. La logique imposerait une véritable guerre nationale et internationale contre les délinquants en col blanc, les narcotrafiquants et le blanchiment de l'argent sale. Le trafic de drogue est un crime comparable à l'esclavage. Nous ne pouvons rester silencieux et inertes sous peine de non assistance à enfant, adolescent en danger. »

« L'enjeu pour ce que l'on a appelé les « banlieues » (les ghettos de la République – le rejet de l'autorité de l'Etat), c'est l'exigence de la présence de l'Etat, de ses services, pour que la République revive dans la cité. »

• DÉMOCRATIE DE PROXIMITÉ : LE SURSAUT CIVIQUE

« La participation des habitants à la vie de leur immeuble, de leur quartier, de leur ville, c'est la base de la salubrité civique, c'est un combat républicain sans esprit partisan. Depuis 1990 avec les conseils de quartier, j'ai fait de cette question la plus difficile un axe prioritaire. Le bénévolat, l'engagement, le militantisme sont des valeurs fondamentales. »

«L'école aussi est le passage obligé pour atteindre l'ouverture d'esprit de l'adulte citoyen. La jeunesse par définition est le coeur de la générosité et du dévouement. Comment expliquer que 15% des jeunes ont des difficultés à lire ? Que penser des comportements inciviques, de l'inculture flagrante, de l'illettrisme, de la vulgarité ? Apporter un soutien aux parents est primordial. Il est surtout essentiel d'être des responsables exemplaires à tous les niveaux de la société française [...] Aujourd'hui, c'est l'école publique laïque qui est menacée par le gouvernement. Durant ce quart de siècle, j'ai appris à oser combattre sans complaisance, sans fard, les maladies de la société qui pourrissent la vie des quartiers, de nos gamins, tout ce qui empêche le vivre-ensemble. Je l'ai fait par conviction intime. Je hais la compassion superficielle et l'exploitation politique des maladies sociales de la société. »

• LE COMBAT CONTRE LES EXTRÉMISMES

« Il convient d'entretenir, d'encourager une culture républicaine, l'amour de la France, dans une France judéo-chrétienne aux racines catholiques, avec un islam des Lumières, un islam apaisé qui trouve sa place dans le cadre des principes de la République et de la laïcité. J'ai décidé de mener ce combat bille en tête contre tous les intégrismes. L'exemple le plus parlant est celui de l'imam Bouziane qui a mené un travail de taupe en utilisant le prétexte de l'islam à des fins de nouveau fascisme et en cultivant un travail souterrain de racisme antiblanc et anti-France. Dans certains cas, nous assistons à la mise en cause de la féminité. »

« Nous voulons vivre ensemble la Nation, la patrie à la française, autour des valeurs universelles et singulières qui font la France de l'hospitalité, du droit d'asile, pétrie des principes républicains et laïcs. Il est urgent de moraliser la vie politique, de porter un idéal républicain à défendre, une France à aimer. »

• UTOPISTES DEBOUT !

« Les Français, épris de justice, du bien commun, ne supportent plus les inégalités, les privilèges enkystés qui ne font qu'entretenir les germes de la guerre civile. »

« Le devoir de résistance s'impose plus que jamais à tous les citoyens lorsqu'ils ne peuvent plus supporter de voir chaque jour la République bousculée par des ambitieux sans scrupules. La révolte des patriotes peut réveiller le peuple somnambule pour que la République revive. »

« La France est reconnue quand elle se manifeste au nom de l'esprit. Tout ce qui élève la société sert la société, le vivre-ensemble, la paix. Aujourd'hui, la révolte monte contre la vulgarité, la médiocrité. Je suis de ceux qui placent les valeurs morales et civiques au coeur d'une civilisation pour l'Homme. J'aime la France, son humanisme révolutionnaire, son utopie combattante. »

L'INVESTITURE DE MICHÈLE PICARD

27 JUIN 2009

MICHÈLE PICARD : «JE SERAI LE PORTE-VOIX DE TOUS LES VÉNISSIANS !»

Même équipe -avec l'entrée de Véronique Forestier qui prend en charge la délégation de la politique sociale- , même pugnacité, Michèle Picard s'est d'emblée inscrite dans le respect du contrat communal 2008-2014. Extraits de son discours d'investiture.

• MES PROFONDES CONVICTIONS

« Je crois en la force de l'individu quand elle est au service du collectif, je crois en l'action politique lorsqu'elle entre en frictions avec le réel, lorsqu'elle veut améliorer le quotidien des gens. Je crois en l'avenir de nos enfants si l'on donne des moyens à l'école. Je crois à la force du mouvement social si l'on veut changer de politique et de société. Je crois à la République et à son incroyable modernité. Il faut savoir mettre les mains dans le cambouis, arrêter de faire de la politique dans les salons. Je crois qu'ensemble on peut changer le cours des choses. Nous devons apporter les services publics au cœur de la cité, là où les besoins s'en font ressentir, briser les ségrégations territoriales, unifier les espaces, faire tomber les murs de l'argent, les plus coriaces. Avec toujours ce leitmotiv de la part de la majorité: lutter contre la précarité, lutter contre la pauvreté, lutter contre les inégalités, lutter, sous le feu d'un capitalisme charognard, contre cette idée que tout se vend, que tout est argent et spéculation».

• LES ACTIONS SUR LE TERRAIN

«Le contrat communal 2008-2014 sera mené à son terme, rempli dans son intégralité. En matière d'aménagement : le combat pour un véritable Contournement fret de l'agglomération lyonnaise, la continuité du Boulevard Urbain Est, la mise à l'étude de la ligne A8, le prolongement du métro. En matière de cadre de vie et d'urbanisme : le Puisoz, le pôle multi-modal de la gare, le Couloud, le programme Vénissy pour dynamiser le commerce aux Minguettes, la rénovation des quartiers Armstrong et Monmousseau, une écologie urbaine de proximité. En matière d'éducation : la reconstruction du lycée Jacques Brel, la défense de l'école maternelle et des conditions de travail des enseignants. Pour défendre une République unie, indivisible et solidaire».

• LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

«Combien de temps encore le tissu social de notre pays tiendra-t-il ? Travailleurs pauvres, étudiants sous le seuil de pauvreté, SDF qui ont un emploi, jeunes sans formations, ménages surendettés, la liste est aussi longue que terrible, et j'ai pu mesurer en tant qu'adjointe à la politique sociale l'ampleur de la détresse humaine : détresse sociale, détresse d'hommes, de femmes, d'enfants laissés sur le carreau. Les besoins sont devenus des besoins de base : se loger, se nourrir, se soigner. Terrible constat, qu'il faut regarder droit dans les yeux. En France, je dis bien en France, 2 millions d'enfants vivent sous le seuil de la pauvreté, 16 000 enfants sont sans toit ! Mesure-t-on l'ampleur des traumatismes et comment supporte-t-on ces conditions indignes ? On vole à ces enfants leur enfance, et bien plus encore. Il y a urgence, et les collectivités locales ne pourront pas assumer seules les réponses. L'Etat devra prendre ses responsabilités. Il faut agir ici et maintenant !»

• AGIR POUR LES FEMMES

«Je ressens également une menace sourde, une menace contre la place des femmes dans notre société. Après tous les acquis obtenus pas à pas, après des siècles de luttes, leur émancipation et leurs droits ne cessent d'être rognés, leur image déformée, caricaturée, dévalorisée. Dans le monde du travail : précarité, travail de nuit, pression sur des milliers de femmes seules avec enfants, isolées, cumulant des problèmes de logement et d'argent. Dans nos sociétés de consommation : utilisation mercantile de la femme-objet, de la femme vénale, de la fille facile, et ce fléau des violences conjugales. Dans nos rues et espaces publics : femme sans identité, sans visage, femme sous burqa, niée, rayée de toute représentation. « C'est un problème tout à fait important au regard essentiellement de la condition des femmes. Il importe de savoir pourquoi cette généralisation, pourquoi cette dissimulation des corps et des visages». Cette déclaration est celle d'un grand homme, qui a fait avancer la Vème République avec l'abolition de la peine de mort : elle est de Monsieur Robert Badinter, un homme pour lequel j'ai beaucoup de respect ! Les femmes, donc, sont les première victimes des politiques libérales, les premières victimes du démantèlement des services publics, les premières victimes de la privatisation rampante de la santé, notamment au sujet de l'IVG. Je défendrai énergiquement leurs places, ici à Vénissieux, car c'est notre modèle de société qui est en jeu».

© photo josette vial

L'AGENDA

Du 11 au 14 juillet : Place à la 11ème édition des Fêtes Escales, parc Louis-Dupic, grande fête populaire et citoyenne accessible à tous et entièrement gratuite. Comme têtes d'affiche pour les grands concerts de ce Festival : Kery James (rap) le 11 juillet à 22h00, Sapho le 12 à 22h00 et Moussu T le 13 à 21h30. **Les 9 et 23 juillet, le 27 août:** trois visites de chantier sont programmées cet été. Le nouveau cimetière, la nouvelle voie Bourdarias, la voie E.R.M et l'OPAC le 9 juillet, les gymnases Tola Vologe, Anquetil, Jules Guesde, le stade Laurent-Gerin et le parking Aragon le 23 juillet, la réfection des allées de la butte Michelet, les groupes scolaires Louis Pergaud et Moulin-à-Vent, l'ONYX et Rolle le jeudi 27 août.

RSA
TRAÇAGE DU TRAVAILLEUR PAUVRE

Non, Vénissieux n'instruira pas les dossiers du RSA (revenu de solidarité active), mesure gouvernementale en forme de poudre aux yeux de Martin Hirsch, haut-commissaire aux solidarités actives. Sollicité par le conseil général, le centre communal d'action sociale a exprimé son refus, tout comme ceux de Givors et Grigny. Une décision qui mérite des explications car il ne s'agit pas en la matière de se "débarrasser" des populations en difficulté, bien au contraire. Ce refus, c'est le refus d'insitutionnaliser le satut de «travailleurs pauvres», comme le souhaite le gouvernement.

«Le RSA institutionnalise la précarité»

«Avec ce système, les gens sont maintenus autour du seuil de pauvreté. On légitime l'idée qu'exercer une activité professionnelle ne suffit pas pour vivre dignement», explique Michèle Picard, maire de Vénissieux. En effet, pour mieux décrypter la mesure, le RSA, qui est en soi une véritable usine à gaz, comprend grosso modo deux prestations de nature différente. Il y a le RSA de base qui remplace les actuels RMI et API sans augmenter d'un seul centime d'euro les montants. Et puis le RSA versé aux travailleurs à bas salaires, plafonné bien évidemment -la limite au-dessus de laquelle on ne le touche pas est de 1050 euros net pour une personne; 1500 pour un couple et 1820 pour un couple avec deux enfants-. Mais ce qu'oublie volontairement de préciser la communication de Martin Hirsch, c'est que les bénéficiaires du RSA n'auront plus droit aux exonérations liées au statut de «RMIste», comme la taxe d'habitation et la redevance. En fait, à travers ce dispositif, c'est l'ascenseur social, ou du moins ce qu'il en reste après les politiques menées par la droite depuis plus de dix ans, qui reste définitivement bloqué au niveau -1 : vous étiez pauvres, livrés à la précarité, vous deviendrez travailleurs pauvres, livrés à la précarité !

Temps partiel et bas salaires

Quant aux bénéficiaires de l'API (allocation de parent isolé), qui la percevaient sans contrepartie, ils auront maintenant des comptes à rendre avec l'administration. Or, il n'est prévu aucune aide concrète pour les frais de garde des femmes seules avec un, deux, voire trois enfants.
Non seulement certaines catégories sont pénalisées, mais plus généralement, c'est la nature des contrats de travail, et plus particulièrement du CDI , que la droite, depuis le rapport Larcher en 2005, essaye de démanteler. L'instauration du RSA s'inscrit dans cette orientation car elle offre à l'employeur un outil supplémentaire pour développer les temps partiels, les bas salaires et des contrats à la carte, notamment dans le secteur des services à la personne. D'après les premiers bilans qui ont été tirés de la mise en place du revenu de solidarité active, 3,38% des allocataires ont retrouvé une activité (contre 3,1% pour les RMIstes, soit une très faible augmentation mensuelle loin, très loin de l'objectif global des 100 000 reprises d'emplois annoncé par le gouvernement), mais dans le même temps le recours à des emplois à temps très partiels a augmenté de... 15% ! Le RSA, c'est bien tout bénef, mais pour le patronat seulement !

LES ECHOS DU CONSEIL

► **MERCI PATRON** : On connaissait l'expression «pas de main, pas de chocolat» ou encore «pas d'oeufs cassés, pas d'omelette». Il faudra s'habituer à un nouvel aphorisme, signé de l'UMP lors du conseil municipal du 16 juin : «Le jour où il n'y aura plus de patrons en France, il n'y aura plus d'ouvriers». Soit une façon assez brutale, voire simpliste, de décréter la fin de la lutte des classes. Ouvriers, employés, si vous êtes licenciés, n'oubliez pas, donc, de dire merci à votre PDG et aux actionnaires. Et si vous êtes vraiment très polis, afin de vous faire atterrir au Pôle Emploi en souplesse, ils vous accorderont peut-être un parachute doré. Mais pour l'instant, ça n'a jamais été le cas... ► **MÉLANGE DES GENRES** : C'est bien connu, l'extrême droite a toujours été très proche des aspirations du peuple, de sa souffrance, à condition que ledit peuple porte le nom de Dupont, Durand, les autres n'ont qu'à déguerpir ! Mais quand ledit peuple, à savoir le public qui venait assister au conseil municipal extraordinaire pour l'élection de Michèle Picard en tant que maire, est assis un peu trop près du fauteuil d'Yvan Benedetti (FN), les grands discours de proximité avec les attentes populaires volent en éclats : «Pour le bon fonctionnement du Conseil Municipal, est-ce que vous pouriez faire reculer le public, parce qu'il y a un mélange des genres, là derrière !». Entre «Très cher peuple, dites merci au patron !» et «Très cher peuple, restez là derrière !», la plèbe doit se sentir très soutenue par la droite et l'extrême droite en France !

N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions par courrier au Groupe des élus communistes et apparentés, - 5 avenue Marcel-Houël, 69200 Vénissieux-, par mail à : groupe.communiste@ville-venissieux.fr ou sur le site du groupe http://gec.venissieux.org/